



APRÈS BERCY, AVANT LE COMITÉ DE SUIVI CETTE SEMAINE PASSONS À L'ACTION PRÉSERVONS L'USINE ET NOS EMPLOIS !

Lundi 5 mars 2018

Les dirigeants de Ford sont sortis de leur silence et commencent à dévoiler leurs réelles intentions, après des années de mensonges, de fausses promesses, d'entourloupes auprès des salarié.e.s comme des pouvoirs publics.

Ils veulent maintenant que nous prenions acte leur départ et que nous nous laissions entrainer sur l'idée d'une reprise extérieure. Disons-leur tout net, on ne va pas marcher dans la combine !

LES GRANDES MANŒUVRES ONT COMMENCÉ : TROMPERIE PUISSANCE 10 UN REPRISÉ, UN REPRENEUR ON N'EN VEUT PAS, ON A DÉJÀ DONNÉ !

Le flash-info du vendredi 2 mars de Ford Europe (flash intox pour les intimes) est une illustration du niveau de mépris des dirigeants de Ford. Cahill ose écrire qu'il est conscient du mal que l'annonce nous a fait et il ose écrire qu'il s'engage à coopérer avec l'Etat pour trouver des solutions... à l'extérieur de Ford.

D'abord, dans la bouche de Ford le mot « s'engager » n'a strictement plus aucune valeur. Ford s'était engagée à maintenir l'activité et les 1000 emplois, Ford promettait de faire de FAI-GFT un centre d'excellence de la transmission européenne, Ford nous avait garanti le traitement thermique des pièces de GFT,... la succession de mensonges en si peu de temps est incroyable. Sans parler de ceux des années 2005-2009.

Donc c'est plié, la confiance dans les dirigeants de Ford est nulle. Nous le disons clairement.

Ford n'y va pas en douceur. Toujours dans son flash intox, Ford veut nous faire avaler la solution d'un repreneur comme étant la seule possible. Pas de bol, ni les syndicats, ni les collectivités locales, ni même le plus haut niveau de l'État ne l'envisagent. Et la méthode a été fort peu appréciée puisque ce flash intox est sorti au moment où se tenait la réunion à Bercy. L'objectif est clair pour Ford, il faut absolument faire accepter à la fois aux salarié.e.s et aux pouvoirs publics que maintenant la seule perspective c'est un repreneur. Et alors que Ford prenait tout son temps jusqu'à maintenant, la multinationale semble tout d'un coup très pressée d'en finir. Qu'elle le sache, on ne la laissera pas faire !

D'autant que personne n'a oublié l'escroquerie de 2009 avec HZ, ce repreneur bidon qui aura quand même détourné des millions d'euros dans l'histoire, on n'oubliera pas que Ford était revenu par la force des choses, trouvant un accord à l'amiable pour effacer l'ardoise.

Pour toutes ces raisons, nous refusons catégoriquement la perspective d'un repreneur.

FORD N'A PAS LE DROIT DE SE DÉSENGAGER ET DE PARTIR

LES SALARIÉS, LES COLLECTIVITÉS, L'ÉTAT, LA POPULATION ONT LEUR MOT À DIRE

Ford a demandé et reçu des aides publiques de la part de l'Etat, de l'Europe, de la Région, du Département, de l'Agglomération, de la commune, et ce à hauteur de 50 millions d'euros depuis son retour en 2011 (dernier calcul du cabinet d'expertise Sécafi).

C'est trop facile d'être un des plus gros constructeurs automobiles, de faire des milliards de dollars de profits, de gaver ses actionnaires, de détourner ainsi l'argent public encaissé et puis de dire tranquillement « désolé on n'a plus envie alors au revoir ». Comment cela peut-il être envisageable et pourrait être acceptable ?

Et indépendamment de ces cadeaux publics, comment nous, salarié.e.s, qui avons passé tant d'années à travailler, à se faire abîmer la santé, à subir des conditions physiques et psychiques souvent difficiles, à recevoir des salaires toujours insuffisants... comment pourrions-nous accepter ce mépris de la part d'une multinationale qui aura fait combien de profits grâce à notre travail, grâce à notre exploitation ?

UNE SEULE SOLUTION : FORD DOIT RENDRE DES COMPTES
ET ASSUMER DES OBLIGATIONS DEVANT LES SALARIÉ.E.S
COMME DEVANT LA POPULATION DE LA RÉGION

Pourquoi devrions-nous toujours nous plier à des décisions profondément injustes et inadmissibles ? Pourquoi serions-nous toujours les dindons de la farce ? Pourquoi serions-nous à chaque fois la victime idéale d'une fatalité sans responsable ?

Le gouvernement le dit, A. Juppé comme A. Rousset le disent, l'ensemble des collectivités, des élus locaux le disent : Ford a trahi, Ford a trompé son monde ! Mais le dire et s'indigner ne suffit sûrement pas ! Il faut qu'ils obligent Ford à faire ce qui est socialement juste.

On ne fait pas et on n'a pas tout ce qu'on veut dans la vie. Les dirigeants de Ford nous le répètent sans cesse. Et bien à nous de leur servir cette « vérité » : les dirigeants de Ford ne feront pas ce qu'ils veulent. Ils faut qu'ils fassent ce qui est rationnel, ce qui est acceptable : il faut qu'ils prennent la part de production des transmissions pour le marché européen et la faire fabriquer à FAI. Il faut aussi qu'ils investissent à FAI pour développer par exemple le véhicule électrique.

Des idées, des projets, des moyens, ce n'est pas ce qui manque !

NOTRE MOBILISATION EST NÉCESSAIRE :
POUR POUSSER LE GOUVERNEMENT À AGIR AU-DELÀ DES DÉCLARATIONS DE SOUTIEN
POUR POUSSER FORD À S'ENGAGER FERMEMENT POUR L'AVENIR DU SITE

Ce lundi 5 mars, l'intersyndicale appelle à débrayer pour une nouvelle assemblée générale. Nous ferons le point sur la rencontre avec le ministère. Nous discuterons aussi bien sûr de la mobilisation à construire. Et d'ores et déjà, nous proposons 2 rendez-vous à mettre en débat :

Mardi 6 mars : distribution de tracts à la population aux ronds-points devant l'usine, occuper le devant de l'usine, manifestation dans l'usine, voire des actions de blocage et de perturbation de la production...

Vendredi 9 mars : jour du Comité de Suivi à 14h, envisager une journée de mobilisation, style journée usine morte, des actions, partir en manif ensemble jusqu'à Bordeaux.

FAISONS-NOUS ENTENDRE LE PLUS FORT POSSIBLE, MONTRONS QUE NOUS SOMMES DÉTERMINÉS, QUE NOUS ALLONS FAIRE DU BRUIT, MULTIPLIER LES ACTIONS, EN APPELER À LA POPULATION. NE LÂCHONS RIEN !